

La gouvernance est au menu du premier conseil des ministres

Dossier réalisé par Antoine Clevers et Bosco d'Otreppe

- Le nouveau gouvernement wallon se réunit pour la première fois ce jeudi.
- A Bruxelles et à la Communauté française, des contacts discrets ont lieu entre CDH, Défi et MR.
- Olivier Maingain a promis de prendre une initiative à la mi-août.

A lors que le mois d'août cherche à tromper sa paresse, Namur bruisse d'une activité politique estivale plus dense que d'habitude. Après l'effervescence de la semaine dernière ayant accompagné la mise en place du gouvernement MR-CDH, les nouveaux ministres régionaux épluchent les CV pour affiner leurs cabinets, et se lanceront ce jeudi dans leur premier conseil des ministres.

MR et CDH ont décidé de ne pas se contenter d'une réunion "technique", indispensable à la mise sur pied des cabinets. Plusieurs matières seront déjà abordées, avec des projets d'arrêtés à la clé, essentiellement relatifs au fonctionnement du gouvernement et du cabinet. *"Et cela pour y assurer plus de transparence et un meilleur fonctionnement des cabinets"*, assure l'équipe de Willy Borsus. Un projet d'arrêté prévoyant une aide pour compenser la baisse exceptionnelle des prix des produits agricoles du secteur de l'élevage, a également été inscrit à l'agenda.

La plupart des chefs de cabinet sont connus

Côté casting, la plupart des ministres ont déjà dévoilé leur chef de cabinet. C'est le cas du ministre-Président MR Willy Borsus. Il sera secondé par Laurence Glautier qui, juriste de formation, était directrice de cabinet à la présidence du MR

depuis 2014, et qui fut également experte aux côtés du président du MR Olivier Chastel lors de la négociation de l'accord régional.

Ministre MR du Budget, Jean-Luc Crucke sera, lui, épaulé de Frédéric Jacquet, qui fut notamment chef de cabinet de Sabine Laruelle quand elle était ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Pierre-Yves Jeholet (MR), nouveau ministre de l'Economie, a choisi Jean-François Robe, ancien secrétaire politique du groupe MR au Parlement wallon. Mais il sera également secondé par Philippe Boury, bourgmestre de Theux, qui devient son chef de cabinet pour la vice-présidence.

Les discussions sont par contre toujours en cours au sein du cabinet de Valérie De Bue, ministre des Pouvoirs locaux.

Dans les rangs du CDH, les ministres Collin et Di Antonio, qui conservent leurs compétences (Agriculture et Environnement), ne changeront pas les grandes pointures de leurs équipes.

Alda Greoli, vice-présidente et ministre de l'Action sociale, a amené avec elle François Dorrekens qui, comme à la Communauté française, sera son chef de cabinet à la vice-présidence et à la Santé. Antoine Tanzilli, précédemment chez Maxime Prévot, sera, lui, le chef de cabinet pour les Affaires sociales et la Fonction publique.

Des contacts en coulisse, avant l'annonce d'Olivier Maingain

Décryptage Antoine Clevers

Le premier domino est tombé. La semaine dernière, le PS a été éjecté de la majorité wallonne et un nouveau gouvernement MR-CDH a pu voir le jour. Le président des humanistes, Benoît Lutgen, avait lancé un appel, le 19 juin, à former des gouvernements régionaux sans les socialistes. Son espoir, à présent, c'est que le premier accord entraîne deux autres, en Région bruxelloise et à la Communauté française (aussi appelée Fédération Wallonie-Bruxelles).

En ce début du mois d'août, c'est le calme plat. Les présidents du MR et de Défi, Olivier Chastel et Olivier Maingain, sont en vacances en France. Les choses devraient se clarifier à leur retour, après le 15 août. Cela dit, des contacts ont lieu ces jours-ci entre responsables libéraux, humanistes et de Défi. *"Nous ne sommes impliqués dans aucune discussion gouvernementale"*, assure de son côté Patrick Dupriez, coprésident d'Ecolo, contacté par "La Libre". Et il résume la situation: *"Beaucoup attendent l'initiative d'Olivier Maingain."*

Un méga-gouvernement francophone

"Je reprendrai une initiative à la mi-août", avait-il en effet annoncé à "Moustique" (sur le site, puis dans le magazine), confirmant des propos déjà tenus par ailleurs. *"Il faut qu'on trouve une issue pour sauver la Fédération Wallonie-Bruxelles. Si on l'abandonne, les francophones n'auront plus aucune protection et ce sera le confédéralisme comme le veut la N-VA."* *"Je formulerai une proposition pour qu'il y ait une solution stable pour finir la législature."* Il lève un coin du voile: *"La Fédération Wallonie-Bruxelles doit de plus en plus refléter la réalité des deux régions. On ne pourra former une nouvelle majorité en Fédération Wallonie-Bruxelles qu'en partant de la réalité des gouvernements régionaux."*

Rappelons que le Parlement de la Fédération est une émanation des parlements régionaux (les 75 députés wallons y siègent en compagnie de 19 députés bruxellois). Le président de Défi dit ici que la majorité francophone devrait être une synthèse des majorités régionales: MR-CDH en Wallonie et, pour le moment, PS-Défi-CDH à Bruxelles. On aurait une sorte de méga-gouvernement francophone regroupant les quatre formations. Solution toutefois difficilement conceva-

ble. D'abord, en raison de l'instabilité que générerait une telle coalition, dans laquelle il y aurait trop de partenaires à satisfaire. Ensuite, parce que M. Lutgen a très clairement indiqué qu'il ne voulait plus gouverner avec les socialistes; et le MR a répondu à son appel.

On en reviendrait donc au point de départ: le blocage. En Région bruxelloise et en Communauté française, la présence de Défi dans une majorité sans le PS est numériquement indispensable. Or, le parti amant refuse, pour l'heure, de lâcher son allié socialiste. Si les contacts actuels entre présidents de parti ne donnent rien, la rentrée politique sera animée. On peut s'attendre à une guerre d'usure entre CDH et Défi. Une bataille de la communication. A celui qui fera le mieux passer son message dans l'opinion publique.

Chez Défi, on rejettera le blocage des institutions sur Benoît Lutgen. En face, on insistera sur le "scotchage" d'Olivier Maingain au PS. En lui posant inlassablement la même question: *"Acceptez-vous de gouverner sans les socialistes, largement éclaboussés par les scandales éthiques de ces derniers mois?"*

Le statu quo n'est pas envisageable

La confrontation pourrait durer plusieurs semaines, mais, à moyen terme, le statu quo n'est pas envisageable parce que tout nouveau projet est devenu impossible dans les deux exécutifs. En plus, il en va de la crédibilité du CDH. Si l'appel du 19 juin ne reçoit pas l'écho espéré, les centristes ne vont pas pouvoir rester indéfiniment aux côtés du PS et devront sans doute quitter les majorités.

Olivier Maingain a deux options. Soit il confirme son alliance avec le PS. On pourrait alors se retrouver avec des gouvernements minoritaires à Bruxelles (PS-Défi) et en Communauté française (MR-CDH). Et Défi ferait le pari que le CDH bruxellois, son concurrent direct au centre de l'échiquier politique, soit sanctionné par l'électeur. Piste crédible. D'autant plus que la confiance entre les deux formations est fortement abîmée.

Soit M. Maingain lâche le PS après un long moment de tergiversation, prétextant avoir tout fait pour le maintenir à bord et ainsi préserver de futures alliances. L'hypothèse n'est pas sottise. Faut-il rappeler que, sur le plan sociologique, l'électorat de Défi, plutôt bourgeois, est nettement plus proche de celui du MR que de celui du PS?

Personnalité

Vincent Reuter, le patron des patrons, a dit oui à Willy Borsus

Plan Marshall. En apprenant que Vincent Reuter a rejoint le cabinet du nouveau ministre-Président wallon Willy Borsus (MR), on peut imaginer que l'ancien ministre wallon de l'Economie, Jean-Claude Marcourt (PS), a poussé un petit ouf de soulagement. Vincent Reuter (65 ans), qui est encore administrateur-délégué de l'Union wallonne des entreprises (UWE) jusqu'à la fin du mois, sera en effet chargé de coordonner le plan Marshall, la grande réforme de redéploiement économique de la région imaginée et lancée par le ministre Marcourt. Or, comme il le répétait encore le 17 juillet dernier sur les ondes de la RTBF, Vincent Reuter ne compte pas du tout détricoter la réforme. Simplement en améliorer certains aspects et l'amplifier pour qu'elle puisse avoir des effets plus rapides dans l'économie réelle. Comme l'avait annoncé la nouvelle majorité wallonne, l'avenir du plan Marshall est donc garanti dans ses grandes lignes.

Secteur public. Plusieurs fois cité comme "potentiel ministrable" MR, c'est un expert reconnu, juriste de formation, qui entourera Willy Borsus. L'homme s'inscrit dans la logique de la déclaration de politique régionale dévoilée la semaine dernière. Il partage en effet les constats et les ambitions de la majorité MR-CDH. Quant à la réforme de la gouvernance, Vincent Reuter insistait, toujours sur les ondes de la RTBF, pour qu'elle permette de revoir également l'organisation du secteur public. Il faut analyser son fonctionnement, faisait-il comprendre, pour ne pas hésiter à le simplifier. **BdO**